



Présence d'Amiante

Présence d'amiante dans les existants

1) Evaluation initiale du risque amiante des opérations susceptibles d'exposer les travailleurs à l'amiante

La personne physique ou morale qui fait réaliser l'opération (donneur d'ordre maître d'ouvrage ou propriétaire qui décide d'une opération) doit faire réaliser une recherche d'amiante adaptée à la nature et au périmètre de l'opération prévue, conformément à l'article R. 4412-97 du Code du Travail.

Cette personne est dispensée de cette recherche d'amiante lorsque les informations consignées dans le dossier de traçabilité sont suffisamment précises quant à la présence ou l'absence d'amiante dans les matériaux ou produits impactés par les travaux prévus.

En fonction des opérations prévues, si les documents nécessaires à l'évaluation du risque amiante n'ont pas été communiqués, il convient de les faire réaliser et d'interdire toute intervention sur des matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante.

2) Documents exigibles



		Obligation	Repérage	Périmètre de repérage	Programme de repérage	Dossier de traçabilité	Arrêté	Norme	Compétence opérateur de repérage
Domaine d'activité	Sous-domaine d'activité								
1- Immeubles bâtis	/	PC délivré < 01/07/1997	Pour DAPP	Parties privatives habitation collective à l'exception des maisons individuelles	Matériaux et produits de la liste A accessibles sans travaux destructifs	DAPP	Arrêté liste A du 12/12/2012	NF X46-020	Certification immeuble bâti sans ou avec mention (IGH, > 300 travailleurs, ERP cat. 1 à 4, bâtiment industriel)
			Pour DTA	Autres parties		DTA			
			Constat vente	Toute partie					
			Pour DTA	Toute partie à l'exception des parties privatives à usage d'habitation collective	Matériaux et produits de la liste B accessibles sans travaux destructifs	DTA	Arrêté liste B du 12/12/2012		
			Avant démolition (plus de 50% du bâtiment)	Toute partie démolie	Matériaux et produits de la liste C et de l'annexe 1 de la norme NF X46-020 impactés directement ou indirectement par les travaux	DTA	Arrêté liste C du 12/12/2012		
		Construit < 1997	Avant travaux, y compris avant démolition	Parties concernées directement ou indirectement par les travaux	Matériaux et produits de l'annexe C de la norme NF X46-102 impactés directement ou indirectement par les travaux		Arrêté RAT du 16/07/2019		Certification immeuble bâti avec mention



Domaine d'activité	Sous-domaine d'activité	Obligation	Repérage	Périmètre de repérage	Programme de repérage	Dossier de traçabilité	Arrêté	Norme	Compétence opérateur de repérage
2- Immeubles autres que bâtis	Ouvrages de génie civil et industriels	Si construit ou fabriqué < 1997	Avant travaux, y compris avant démolition	Parties concernées directement ou indirectement par les travaux	Matériaux et produits de l'annexe C de la norme NF X46-102 impactés directement ou indirectement par les travaux	Document de traçabilité et de cartographie amiante	Arrêté RAT du 04/06/2024 (en vigueur au 01/07/2026)	NF X46-102	Certification RAT spécifique à venir
	Infrastructure de transport (enrobés bitumineux)			Linéaires concernés directement ou indirectement par les travaux	Enrobés bitumineux, pierres ornementales impactés directement ou indirectement par les travaux				
	Infrastructures de transport ferroviaires (ballast)				Ballasts ferroviaires impactés directement ou indirectement par les travaux				
	Réseaux divers				Matériaux et produits de l'annexe B de la norme NF X46-102 impactés directement ou indirectement par les travaux				



Domaine d'activité	Sous-domaine d'activité	Obligation	Repérage	Périmètre de repérage	Programme de repérage	Dossier de traçabilité	Arrêté	Norme	Compétence opérateur de repérage
	Sols et roches en place	Tout objet géologique		Terrains concernés directement ou indirectement par les travaux	Objets géologiques impactés directement ou indirectement par les travaux		A paraître	NF P94-001	
3- Matériels roulants ferroviaires	/	Si construit ou fabriqué < 1997	Avant travaux, y compris avant démolition	Parties concernées directement ou indirectement par les travaux	Matériaux et produits de l'annexe A de la norme NF F 01-020 impactés directement ou indirectement par les travaux	Document de traçabilité et de cartographie amiante	Arrêté RAT du 13/11/2019	NF F 01-020	Certification RAT matériel roulant ferroviaires
4- Navires	/	D'avant 1997 à nos jours en fonction du lieu de construction, réparation, maintenance	Pour intégration au dossier technique	Toute partie	Matériaux et produits de la liste de la convention de Hong Kong accessibles sans travaux destructifs	Dossier technique navire	Arrêté RAT du 19/06/2019	NF X46-101	Opérateur appartenant à un organisme accrédité DTA navires
4- Bateaux, engins et constructions flottantes	/		Avant travaux, y compris avant démolition	Parties concernées directement ou indirectement par les travaux	Matériaux et produits de l'annexe A de la norme NF X46-101 impactés directement ou indirectement par les travaux	Document de traçabilité et de cartographie amiante			Certification RAT navires (...)



Domaine d'activité	Sous-domaine d'activité	Obligation	Repérage	Périmètre de repérage	Programme de repérage	Dossier de traçabilité	Arrêté	Norme	Compétence opérateur de repérage
5- Aéronefs	/	D'avant 1997 à nos jours en fonction du lieu de construction, réparation, maintenance	Avant travaux, y compris avant démolition	Parties concernées directement ou indirectement par les travaux	Matériaux et produits de l'annexe A de la norme L80-001 impactés directement ou indirectement par les travaux	Document de traçabilité et de cartographie amiante	Arrêté RAT du 24/12/2020	L80-001	Certification RAT aéronef
6- Installations, structures et équipements industriels	/	Si construit ou fabriqué < 1997			Matériaux et produits de l'annexe A de la norme NF X46-100 impactés directement ou indirectement par les travaux	Document de traçabilité et de cartographie amiante	Arrêté RAT du 22/07/2021	NF X46-100	Certification RAT industriel



3) Méthodologie de repérage amiante avant travaux y compris de démolition

Si les informations contenues dans le dossier de traçabilité ne permettent pas de déterminer la présence ou l'absence d'amiante dans le périmètre des travaux projetés, le donneur d'ordre fait réaliser un repérage amiante avant travaux.

En fonction du programme détaillé des travaux fourni par le donneur d'ordre, l'opérateur de repérage rédige le programme et périmètre de repérage et le transmet pour avis au donneur d'ordre préalablement au repérage in situ pour avis éventuel.

La méthodologie générique de repérage amiante avant travaux pour tous les domaines d'activités du repérage est la suivante :

- Recherche, identification et localisation des matériaux et produits du programme de repérage présents dans le périmètre de repérage :
 - Inspection visuelle exhaustive,
 - Réalisation d'investigations approfondies si nécessaire afin d'accéder aux matériaux et produits ou volumes inaccessibles :
 - De la responsabilité de l'opérateur de repérage si ne nécessitant pas de moyen d'accès, d'outillage ou de compétence technique spécifiques,
 - De la responsabilité du donneur d'ordre dans le cas contraire,
 - Réalisation de sondages (comparaison des matériaux entre eux) dans l'objectif de constituer des zones présentant des similitudes d'ouvrage (dénomination distincte sur les domaines autres qu'immeubles bâtis mais avec la même logique),
- Critères de détermination de la présence ou de l'absence d'amiante :
 - Analyse par un laboratoire accrédité COFRAC ou équivalent européen,
 - Marquage
 - Document consulté
 - Absence d'amiante par nature
 - La présence d'amiante par décision de l'opérateur n'est pas autorisée dans le cadre d'un repérage amiante avant travaux (uniquement pour liste B dans le cadre d'un repérage pour DTA ou constat vente),
- Estimation quantitative des MPCA

Dans le cas de travaux portant sur plusieurs domaines d'activité (exemple : démolition d'un immeuble bâti à usage industriel contenant des équipements industriels) :

- Réalisation d'un repérage amiante distinct par domaine d'activité (immeuble bâti et équipement industriel),
- Réalisation d'un rapport final de synthèse

Dans le cas de travaux portant sur plusieurs sous-domaines d'activité du domaine n°2 (exemple : démolition d'un pont routier) :

- Réalisation d'un repérage amiante distinct par sous-domaine (ouvrage de génie civil et infrastructure de transport/enrobé bitumineux),
- Réalisation d'un rapport final de synthèse

4) Contenu des rapports de repérage amiante avant travaux y compris de démolition

Au minimum :

- Descriptif succinct du programme de travaux
- Programme et le périmètre de repérage établis par l'opérateur de repérage
- Conclusions :
 - Absence ou présence d'amiante et dans ce cas désignation et localisation des MPCA,
 - Investigations approfondies à réaliser par le donneur d'ordre (pré-rapport)
 - Moyens d'accès à fournir par le donneur d'ordre (pré-rapport)



- Investigations complémentaires à réaliser en cours de travaux (rapport si pas d'autres réserves)
- Identification de l'immeubles par nature ou par destination, de l'équipement (...)
- Dates du repérage et de l'établissement du rapport/pré-rapport
- Dates, références, conclusions des rapports précédemment effectués ayant servi au repérage
- Plans ou croquis
- Liste des parties visitées
- Liste, localisation et critères de conclusion des
 - Matériaux et produits contenant de l'amiante :
 - Matériaux et produits ne contenant pas d'amiante
 - Estimation quantitative des MPCA
- Procès-verbaux d'analyses :
 - Identification et n° d'accréditation du laboratoire,
 - Amiante volontairement ajouté et naturellement présent pour les enrobés bitumineux et les enduits Beckers des matériels roulants ferroviaires
- Plans ou croquis avec localisation des
 - Sondages précédés d'investigation approfondie,
 - Prélèvements
 - MPCA avec légendes correspondantes
 - Parties du périmètre de repérage non investiguées

Un pré-rapport :

- Ne permet pas d'effectuer les travaux sur les parties n'ayant pas été visés et/ou devant faire l'objet d'investigations approfondies,
- Permet d'effectuer les travaux, y compris de retrait, sur les parties ayant été investiguées

Le donneur d'ordre est tenu :

- De fournir tout document utile au repérage (DOE, plan, systèmes constructifs, repérages précédemment effectués...),
- De fournir les moyens nécessaires à mettre en œuvre pour accéder à certains matériaux (escabeau, échelle, échafaudage, plate-forme élévatrice de personnes, etc.) et en définit les conditions d'utilisation,
- De procéder aux investigations approfondies demandées par l'opérateur de repérage,
- De préciser par écrit les zones dans lesquelles seront réalisées ces derniers, leur nature et, si elles sont connues, les techniques génératrices de nuisances (vibrations, etc.) qui seront utilisées.

5) Dispositions communes aux interventions susceptibles de provoquer la libération de fibres d'amiante, retrait ou encapsulage, de produit ou matériau contenant de l'amiante

Le donneur d'ordre a la responsabilité de déterminer le régime juridique de ses travaux en présence d'amiante (SS3 ou SS4).

L'entreprise de travaux doit se conformer aux dispositions de la sous-section 2 de la section 3 « Risques d'exposition à l'amiante » du Code du Travail :

- Evaluation initiale des risques :
 - Estimer le niveau d'empoussièrement pour chaque processus de travail (niveaux 1, 2, 3),
 - Respect de la valeur limite d'exposition professionnelle de 10 f/l pour 8h de travail,
 - Communication des conditions et résultats des contrôles au médecin du travail, CHSCT ou délégués du personnel et mise à disposition à l'inspection du travail, médecin inspecteur du travail, agents des services de prévention,
- Principes et moyens de prévention :
 - Information au donneur d'ordre de toute découverte d'amiante en cours de travaux
 - Réduction au plus bas de la durée et le niveau d'exposition des travailleurs et garantir l'absence de pollution des bâtiments (réduction de l'empoussièrement, confinement, décontamination)
 - Mise en œuvre de moyens de protection collective adaptés



- Mise en œuvre d'équipements de protection individuelle adaptés
- Maintien en état et renouvellement des MPC et EPI
- Signalisation et inaccessibilité de la zone aux personnes non concernées par les opérations
- Suspension des opérations si dépassement des niveaux d'empoussièrement estimés
- Notice de poste pour information des travailleurs
- Formation des travailleurs selon arrêté du 23 février 2012 modifiant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante
 - Outre l'obligation générale de formation à la sécurité prévue à l'article L. 4141-2 du code du travail, l'employeur, pour affecter un travailleur à des travaux de retrait ou de confinement de matériaux contenant de l'amiante ou à toute intervention susceptible de provoquer l'émission de fibres d'amiante qui porte notamment sur des bâtiments, des navires, des structures, appareils ou installations, y compris les interventions sur terrains amentifères, lui assure préalablement une formation adaptée à ses activités et aux procédés mis en œuvre, conformément aux articles R. 4141-13, R. 4412-87, et 117.
 - La formation est renouvelée régulièrement conformément aux dispositions prévues à l'article 5 de l'arrêté précité.
- Suivi de l'exposition par fiche d'exposition à l'amiante
- Traitement des déchets :
 - Conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer l'émission de poussière
 - Déchets ramassés au fur et à mesure
 - Conditionnés dans des emballages appropriés et fermés
 - Evacués après décontamination au plus tôt
 - Transportés conformément à la législation en vigueur
 - Suivi des déchets par BSDA

6) Dispositions spécifiques aux travaux de retrait et d'encapsulage

Entreprise de retrait et d'encapsulage :

- Evaluation des risques et mesures d'empoussièrement :
 - Détermination du niveau d'empoussièrement de chaque processus (chantier test, contrôle périodique)
 - Contrôle initial du niveau d'empoussièrement avant démarrage des travaux de retrait ou d'encapsulage
 - Respect de la valeur limite de 5f/l dans l'environnement du chantier durant les travaux
 - Champ de certification des entreprises selon les activités décrites dans leur DUER
- Plan de démolition, de retrait ou d'encapsulage (PDRE) :
 - Contient les 18 points décrits par l'article R. 4412-133 du Code du Travail
 - Tenu à disposition sur le chantier
 - Est déposé un mois avant le début des travaux à l'inspection du travail et à la CARSAT (en cas d'urgence 8 jours)
 - Transmis pour validation en cas d'avenant
- Fin de travaux :
 - Etablissement d'un rapport de fin de travaux (RFT)
 - Autocontrôle
 - Nettoyage approfondi
 - Mesure d'empoussièrement libératoire
 - Fixation des fibres résiduelles

Propriétaire d'immeuble bâti (art. R. 1334-29-3 du CSP) :



- Fait réaliser l'examen visuel après travaux de retrait ou d'encapsulage pour les matériaux et produits des listes A et B avant toute restitution des locaux
- Fait réaliser la mesure de seconde restitution après démantèlement du confinement et après réalisation des travaux TCE si réalisés

Points de suivi des travaux :

- Organisation de réunions hebdomadaires, rédaction et diffusion de procès-verbaux,
- Préalablement à l'opération de traitement des MPCA :
 - Marquage des MPCA, enlèvement du mobilier, démontage des équipements, obturation des réseaux de ventilation des locaux qui en sont pourvus, réseaux consignés,
 - Balisage et délimitation de la zone d'intervention : zone de travail, locaux d'accueil et d'hygiène, stockage des déchets,
 - Installation des réseaux d'alimentation et de rejet pour la zone des travaux : puissance du réseau électrique suffisant (extracteurs, éclairage, chauffage, outils), alimentation et évacuation d'eau (douche, nettoyage, imprégnation, aspersion), compresseurs de production d'air si nécessaire, avec réalisation d'un plan d'installation.
- Installation des équipements du chantier :
 - Présence des équipements et des moyens de protection collectifs et individuels tels que prévus dans le PDRE et le plan de retrait, et conformes à l'arrêté du 8 avril 2013 en fonction des niveaux d'empoussièrement attendus (1-2-3),
 - Vérification de la présence de fenêtres de visualisation ou de caméras afin de permettre de visualiser le chantier,
- Mesures et contrôles à effectuer :
 - Présence du MOE lors du test fumée (non obligatoire),
 - Contrôle de la réalisation et des rapports des stratégies d'échantillonnage et mesures d'empoussièrement : état initial, zone environnant le chantier, poste de travail, eaux rejetées, 1^{ère} restitution,
- Gestion des aléas :
 - Découverte de matériaux susceptibles de contenir de l'amiante : de par la bonne réalisation des études préalables, cet aléa est peu probable, sauf en cas de destruction accidentelle d'un composant de la construction non concerné par les travaux. Dans ce cas, il convient de stopper les travaux, faire réaliser des prélèvements et analyses complémentaires pour lever le doute, et, en cas de présence avérée d'amiante, reprendre la démarche d'évaluation du risque,
 - Dépassement des seuils d'empoussièrement : de par la bonne réalisation des études préalables, cet aléa est peu probable, sauf en cas de non-respect des processus par l'entreprise de retrait. Dans ce cas : arrêt des travaux, mise en place d'actions correctrices en lien avec les organismes de prévention.

Points de suivi de la réception du chantier de retrait :

- Avant le repli des installations, et pour le compte du MO, seront programmées les deux étapes d'examen visuel (avant et après confinement, obligatoires pour les MPCA listes A et B hors démolition, mais conseillés dans tous les cas pour tout type de MPCA) afin de s'assurer que les travaux sont correctement réalisés et que l'entreprise rend des locaux propres à la poursuite des travaux TCE.
- Contrôle du repli des installations,
- Contrôle de l'analyse atmosphérique de fin de chantier après déconfinement, obligatoire dès lors qu'il y a intervention d'autres travailleurs à la suite des travaux SS3 dans le cadre de l'évaluation des risques du donneur d'ordre. Le PGC doit intégrer cette disposition afin que les travaux SS3 n'entraînent pas de pollution de l'ensemble du chantier et d'exposition des travailleurs des autres entreprises intervenant simultanément ou successivement sur le chantier,
- Inventaire contradictoire de restitution de chantier,
- Pour les travaux relevant de la sous-section 3 du CT, contrôle du rapport de fin d'intervention (RFI) préalablement défini dans le C.C.T.P., qui sera transmis au MO, CSPS et CHSCT,



- Intégration du RFI au DOE : à la remise du chantier T.C.E., faire réaliser pour le compte du MO, par un laboratoire autre que celui de l'entreprise, la mesure atmosphérique de 2^{de} restitution, qui conditionne la restitution des locaux aux occupants.

7) Dispositions spécifiques aux interventions sur des matériaux susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante (hors retrait/encapsulage)

- Mode opératoire pour chaque processus mis en œuvre :
 - Validé par mesure d'empoussièrement sur opérateur
 - Préalablement soumis à l'avis de la médecine du travail et CHSCT
- Transmission à l'inspection du travail et à la CARSAT du siège de l'entreprise lors de la 1^{ère} mise en œuvre du mode opératoire
- Transmission à l'inspection du travail et à la CARSAT du lieu des travaux du mode opératoire si intervention de plus de 5 jours
- Chaque mode opératoire contient :
 - Nature de l'intervention
 - Matériaux concernés
 - Fréquence et modalités du contrôle du niveau d'empoussièrement et du respect de la VLEP
 - Descriptif des méthodes de travail et des moyens techniques mis en œuvre
 - Notices de poste
 - Caractéristiques des MPC et des EPI utilisés
 - Procédures de décontamination
 - Procédures de gestion des déchets
 - Durée des temps de travail